

Amadou Waigalo: le « Millenium Challenge » n'invente rien

► Un entretien avec *Amadou Waigalo*, à Niono dans la zone de l'office du Niger, au Mali

Dans la région de l'Office du Niger, les centres Faranfasi So appuient les paysans dans plusieurs secteurs d'activités (alphabétisation, crédit, etc.). Le projet Millenium Challenge Account, financé par le gouvernement américain, vient de lancer l'aménagement de 14 000 hectares dans cette région. Le MCA va également proposer des services complémentaires aux paysans. Défis Sud a recueilli les impressions du coordinateur de la Fédération des centres Faranfasi So.

Défis Sud: Avec le Millenium Challenge des États-Unis, le paysan reçoit un projet « clé-en-main ». N'est-ce pas séduisant ?

Amadou Waigalo: Les organisations de producteurs ont participé à toute la phase de préparation et d'information du projet MCA, qui a mis en place un conseil consultatif de la société civile. OK, c'est très bien et cela nous permet d'informer les paysans de la teneur de ce projet de développement de la zone... Mais ce qui nous fait peur dans le projet du MCA, c'est le volet titrisation. Le titre foncier

va permettre aux producteurs installés dans le périmètre du projet de devenir propriétaires de leur terre. C'est peut-être séduisant, mais aussi porteur d'inégalités. Au même moment, les autres producteurs majoritaires ne vont avoir que des droits de jouissance. En plus, pour devenir propriétaire, les paysans rembourseront en 19 ou 20 ans. Les paysans devront avoir accès à des crédits à long terme, ce qui est rarement possible. Je demande: d'où viendront les paysans qui auront les capacités de rembourser l'achat de ces terres ?

DS: Il paraît que le MCA est un véritable projet intégré, qui pense à la formation du paysan, au suivi social du paysan...

AW: Franchement, le MCA n'invente rien. Nous avons appuyé les paysans bien avant le MCA. Aujourd'hui, et depuis longtemps, au centre de prestation de services de Faranfasi So, notre mission est de suivre et de conseiller les paysans dans tous les secteurs d'activités, que ce soit à propos de l'exploitation familiale, de l'appui aux groupements des femmes, de l'appui au crédit ou de l'alphabétisation... Les producteurs eux-mêmes,

Suite >

Amadou Waigalo

est coordinateur de la Fédération des centres Faranfasi So, en zone de l'Office du Niger



Amadou Waigalo face à l'entrée d'un centre Faranfasi So.

> avec leurs maigres revenus, sont arrivés à mettre en place des écoles, des centres de santé communautaire, bien avant l'arrivée du MCA... Maintenant, à l'Anatona (le nom du lieu où le MCA déploie ses aménagements sur 14 000 ha) ou au périmètre test de Koumouna, exploité par la Banque mondiale, les producteurs vont être propriétaires et profiteront d'un mécanisme d'accompagnement: on va leur donner des intrants, du matériel, les mettre dans des conditions propices de production, ce qui ne sera pas le cas des autres paysans...

On va créer des inégalités et peut-être même des conflits. Il était prévu dans le droit malien que l'usufruitier d'une terre durant trente ans en devienne le propriétaire, mais ça ne s'est jamais concrétisé, parce qu'il y a eu une remise en cause de ce principe... Heureusement qu'un conseil de surveillance et un conseil consultatif du projet MCA ont été mis en place...

DS: Des bailleurs comme le MCA sont quand même plus disposés à dialoguer avec vous que les Libyens ou les Chinois qui, paraît-il, ne dialoguent pas du tout.

AW: C'est vrai que nous n'avons aucun contact avec les Chinois et les Libyens, alors que nous avons eu pas mal d'échanges à propos des offres du MCA. Il n'est pas facile de comprendre la politique du Mali dans l'attribution des terres. Alors que les

deux tiers des exploitants ont moins de trois hectares, on redistribue des terres à des Chinois qui prétendent développer des fermes semencières, mais qui parfois re-louent à des producteurs agricoles les terres qui leur sont attribuées à cet effet... Dans la zone de l'Office, l'on trouve 80 000 hectares, pour 25 mille exploitations familiales, alors que les deux tiers des paysans n'occupent pas trois hectares. Le nombre de travailleurs hommes actifs (de 15 à 55 ans) a presque triplé...

Avec une telle pression foncière, il faut une réelle politique de réhabilitation des terres engagée par notre pays, pour permettre de décongestionner les exploitations familiales. Si nous voulons amorcer

le développement économique, au lieu de nous diriger vers l'agro-business, nous devons aller vers des exploitations familiales soutenues dans leur processus de production, soit par l'État, soit par les Institutions de microfinance.

DS: Un bail emphytéotique octroyé au paysan sur 50 ou 99 ans, permettrait-il de limiter les risques d'exclusion ?

AW: Ce type de bail est mieux adapté à l'exploitation familiale viable. Mais peu de baux emphytéotiques sont exploités pour l'instant, parce le réseau d'eau n'est pas aménagé sur les terres octroyées avec ce type de bail. Les canalisations ne sont pas correctement entretenues - tout le monde est responsable à son niveau: du réseau primaire (à charge de l'État) au réseau secondaire et tertiaire (à charge de l'utilisateur). Et, au bout du compte, c'est toute la rentabilité économique de la zone de l'Office du Niger qui est en péril. Les statistiques de production officielle sont largement exagérées par l'Office du Niger, qui ne dispose d'aucune méthode statistique sérieuse...

Ce que nous proposons, c'est la mise en place d'une Fédération des usagers de l'eau, afin que les producteurs soient responsables de la gestion de l'eau, qui est gaspillée aujourd'hui... A la longue, nous allons assister à des phénomènes de salinisation qui vont affecter notre niveau de production. Et si la production ne suit pas, le crédit agricole ne sera pas sécurisé. ■

Propos recueillis par Pierre Coopman

Faranfasi So renforce les capacités des producteurs

Depuis 1995, les centres de prestations de services « Faranfasi So » sont composés de groupements de producteurs de la zone de l'Office du Niger. La Fédération des centres Faranfasi So, partenaire de SOS Faim, appuie techniquement les centres en matière institution-

nelle et financière et représente les intérêts des organisations paysannes adhérentes auprès de leurs interlocuteurs et partenaires techniques et institutionnels. La Fédération des centres Faranfasi So regroupe 146 organisations paysannes membres (associations

villageoises, groupements féminins, etc.), ce qui représente sur l'Office du Niger environ 8000 exploitations. L'avenir de ces exploitations familiales est préoccupant dans un contexte de promotion de l'agro-business et de lutte pour l'accès à la terre.

© Pierre Coopman/SOS Faim